

Régionales : un sondage IFOP donne les clés du scrutin



Article rédigé par *ifop.com*, le 21 juin 2021

L'IFOP passe au prisme les différents éléments propres au scrutin des régionales 2021.

1 – Intérêt pour les élections en berne et abstention record malgré une crainte du coronavirus nettement moindre qu'en mars 2020

Moins d'un quart des inscrits sur les listes électorales déclarent que la campagne les a intéressés (24%, un niveau historiquement bas et en recul de 17 points par rapport aux élections régionales de 2015). Conséquence logique : 67,8% des inscrits ne se seront pas déplacés pour voter ce 20 juin, un record (et une progression de 18 points par rapport à 2015). Un franc scepticisme envers l'impact de ces élections est le premier facteur de cette faible participation. En effet, une large part des abstentionnistes présente comme une raison déterminante dans leur choix de ne pas voter leur sentiment que ces élections ne changeront rien à leur vie personnelle (40%) ou à la situation de leur région (35%). Un tiers évoquent également la volonté de manifester leur mécontentement (34%), le sentiment que leurs idées ne sont représentées par aucune liste (32%) et leur désintérêt pour ces élections (31%).

En revanche, l'impact de l'épidémie sur la participation a été bien moindre que lors du premier tour des élections municipales de 2020, qui s'est déroulé la veille de l'annonce du premier confinement. Seuls 8% des abstentionnistes déclarent cette fois-ci ne pas être allés voter uniquement en raison de la crainte du coronavirus (36% en mars 2020) et 22% évoquent cette inquiétude comme un motif parmi d'autres (36% en 2020). 70% déclarent ne pas être allés voter pour des motifs sans lien avec l'épidémie : la source de cette forte abstention doit donc être cherchée au-delà du contexte sanitaire.

2 – Retour du couple gauche-droite, contreperformance du Rassemblement National et effacement de la majorité présidentielle

Au regard des sondages d'intention de vote qui ont émaillé cette campagne des élections régionales, le Rassemblement National apparaît aujourd'hui comme le principal perdant de cette participation en berne, à rebours du principe selon lequel une abstention massive bénéficierait aux extrêmes en laissant la part belle est seuls électors les plus « remontés ». Ainsi, le parti de Marine Le Pen réunit 18,9% des suffrages, 4,4 points en-dessous de son score aux élections européennes de 2019 et surtout presque dix points de moins qu'aux élections régionales de 2015.

Au vu du succès de la droite (28,7%) et de la gauche (34,4%, de La France Insoumise à Europe Ecologie Les Verts) à ces élections régionales, la « prime au sortant » semble avoir joué à plein, les présidents de

région sortants bénéficiant de scores très élevés à l'issue de ce premier tour. En contraste, la majorité présidentielle apparaît largement en retrait, avec des listes qui totalisent 11,5% des suffrages (leur absence de certaines régions expliquant également ce faible niveau), ce qui montre la faiblesse de l'ancrage local du parti présidentiel et pousse encore plus avant l'avantage aux « barons » locaux observé aux dernières élections municipales, là encore dans un contexte de très forte abstention. A titre de comparaison, les listes du Parti Socialiste ont rassemblé 23,5% des voix aux élections régionales de 2015, sous le mandat de François Hollande ; les listes de l'UMP 25,5% en 2010, sous Nicolas Sarkozy.

En termes de temporalité, la moitié des votants (48%) déclarent avoir choisi la liste pour laquelle irait leur voix dans le mois précédant le vote. Deux votants sur cinq déclarent même avoir fait leur choix le week-end du vote (21%, dont 17% le jour même). Une prise de décision globalement plus tardive qu'aux dernières élections régionales (15% seulement le week-end du vote) mais davantage dans la lignée de ce qui était observé lors de scrutins plus récents (21% à l'élection présidentielle de 2017 et 23% aux élections européennes de 2019).

3 – Une nationalisation du vote beaucoup plus faible qu'au dernier scrutin

Élections locales, critères locaux ? Au-delà des résultats favorables aux sortants, et alors que les élections régionales sont généralement une occasion « d'envoyer un message » à l'exécutif qui l'interprète ainsi comme un « test » de son action à l'échelle nationale, force est de constater que le scrutin du 20 juin a été fortement localisé : à peine 25% des votants déclarent avoir déterminé leur vote en fonction d'enjeux nationaux, soit une proportion de plus de dix points plus faible que celle que l'Ifop observait au précédent scrutin régional (37% en 2015). A l'inverse, ils annoncent très massivement qu'ils détermineront leur vote en fonction d'enjeux régionaux ou locaux : à 75%, contre 63% en décembre 2015.

Malgré l'ampleur des critiques sur la gestion de la crise du Covid par les autorités publiques et sanitaires, cet enjeu de politique nationale ne semble pas avoir beaucoup affecté le rapport de forces électoral aux dépens du gouvernement : 64% des votants déclarent que leur vote ne tient pas compte du bilan de la gestion de la crise sanitaire par Emmanuel Macron et son gouvernement, et ceux pour qui ce bilan a joué négativement (26%) sont toutefois bien plus nombreux que ceux qui affirment que ce bilan a joué en faveur du président (10%).